



000000028 N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 DU AOUT 2020

**LANCE EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR LA PRESELECTION DES
CABINETS D'ETUDES OU ENTREPRISES EN VUE DE LA REALISATION DE
SEMINAIRES DE FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DES
MEMBRES INTERVENANT DANS LA CHAINE DU COMITE FSE.**

1. Contexte et justification

A la faveur de la Loi de finances de l'exercice 2020, le Fonds Spécial des activités de Sécurité Electronique (FSE) a été transformé en Compte d'Affectation Spécialisé(CAS), et le Ministre des Finances a désigné ses collaborateurs devant accompagner les ordonnateurs des CAS, au nombre desquels le CAS-FSE, par la note de service n°00214/N/MINFI/SG/DGB/DPB/CSI/CEA4 du 02 mars 2020.

Le 23 mars 2020, par la note de service n°00001288/MPT/SG/DAG, le Ministre des Postes et Télécommunications a mis en place un groupe de travail chargé d'accompagner le MINPOSTEL dans la gestion des budgets des Comptes d'Affectation Spécialisés (CAS) 2020 et 2021.

Il convient de relever que « *Le décret n°2012/309 du 26 juin 2012 fixant les modalités de gestion du budget du FSE dispose en ses articles 15 et 20 qu'il est créé un Comité de validation des projets prioritaires de recherche, de développement, de formation et des études en matière de cyber sécurité, assisté d'un Secrétariat Technique.*

Ce Comité est chargé entre autres :

- d'assurer le suivi et le contrôle de l'exécution des prestations et des projets et programmes arrêtés ;
- d'émettre un avis sur les projets susceptibles d'être financés par le Fonds ainsi que sur le montant à allouer à chaque projet ;
- d'examiner pour avis, les requêtes introduites par les autorités de certification, les auditeurs de sécurité, les éditeurs de logiciels de sécurité ou les prestataires de services de sécurité et les promoteurs de projets.

Le Secrétariat Technique est l'organe assistant du Comité FSE, chargé entre autres :

- de préparer les réunions du Comité ;
- de susciter auprès des responsables du secteur, l'identification, la conception et la programmation des projets à fort impact sur la sécurité des réseaux et systèmes d'information ».

Dans la perspective de permettre au groupe de travail chargé d'accompagner la gestion des CAS du MINPOSTEL, de s'arrimer au domaine dans lequel ils sont appelés à travailler, et compte tenu des évolutions rapides du domaine des TIC en général, et de la sécurité électronique en particulier, il est prévu dans le programme de budgétaire 2020, la formation et le renforcement des capacités des membres intervenant dans la chaîne du Comité FSE, dans le but de renforcer leurs capacités générales dans le domaine de la sécurité électronique, ce qui leur permettra de mieux remplir leurs missions, lesquelles sont essentiellement relatives au recouvrement des recettes du CAS.

2. Consistance des prestations

Les prestations portent sur les phases suivantes :

Première phase : Organisation d'un séminaire de formation du 20 au 24 juillet 2020 à Ebolowa.

Deuxième phase : Organisation d'un séminaire de formation des membres du Comité FSE et de son Secrétariat Technique, du 07 au 11 septembre 2020, à Yaoundé.

3. Participation

La participation au présent appel à manifestation d'intérêt est ouverte aux cabinets ou bureau d'études spécialisés ayant une compétence avérée dans l'animation des ateliers de formation.

4. Composition du dossier de candidature

Le dossier d'Avis à Manifestation d'Intérêt comprendra les sections suivantes :

- Section 1 : Pièces administratives ;
- Section 2 : Dossier technique.

4.1. Section 1 : pièces administratives (enveloppe A)

La section 1 comprend les pièces administratives (originales ou leurs copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) et valables pour l'exercice en cours) suivantes :

- lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- Une attestation de soumission signée des services de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois
- copie du registre du commerce, certifiée au greffe du tribunal de 1^{ère} instance ;
- attestation de non redevance (copie certifiée, par le service des impôts) ;
- attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- attestation de non faillite (original ou copie certifiée par le greffe du tribunal de 1^{ère} instance.

4.2. Section 2 : dossier technique (enveloppe B)

L'enveloppe B contiendra les informations suivantes :

- la présentation du cabinet ainsi que les domaines d'action et d'intervention ;
- la liste des formateurs avec les copies des diplômes et des CV datés et signés par chaque expert ;
- les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des cinq (05) (marchés et lettres commande...) ;
- la compréhension du mandat de mission (TDR) .

5. Critères d'évaluation et de sélection des cabinets

5.1. Critères éliminatoires :

- Dossier administratif ou technique incomplet ;
- Fausse déclaration, document falsifié ;
- Note technique inférieure à 75 points sur 100.

5.2. Critères de qualification

Les offres techniques seront présentées en fonction des principaux critères ci-après :

- a) Moyens techniques, matériels et logistiques du travail20 points ;
- ✓ Moyens logistiques et de transport05 point
 - ✓ Moyens techniques.....05 point
 - ✓ Matériel informatique et bureautique05 point
 - ✓ Rétro ou vidéo projecteur05 point
- b)Expérience du formateur clé.....50 points ;

Poste	Qualifications	Notation
Chef de mission	Ingénieur en télécommunications ou en informatique (BAC+5), ayant au moins 10 années d'expérience professionnelle. Avoir animé au moins deux (02) séminaires de formation, atelier dans le domaine de la sécurité électronique.	20 points

Formateur N°1	Un Ingénieur des télécommunications, (BAC+5), au moins cinq (05) ans d'expérience, ayant une expérience avérée dans les communications électroniques. Avoir animé au moins deux (02) de formation, atelier dans le domaine de la sécurité électronique.	10 points
Formateur N°2	un ingénieur en informatique (BAC+5) certifié en audit ou sécurité des systèmes d'information (CISA et/ou CISM de préférence) avec au moins cinq (05) ans d'expérience en sécurité des systèmes d'information. Avoir animé au moins deux (02) séminaires de formation, atelier dans le domaine de la sécurité électronique.	10 points
Formateur N°3	un expert en planification BAC +4, avec au moins trois (03) ans d'expérience. Avoir animé au moins deux (02) séminaires de formation, atelier dans le domaine de la sécurité électronique.	10 points
TOTAL		50

c) Références du candidat.....30 points.

Les références du Cabinet d'Etudes ou de l'institut dans le domaine de formations au cours des cinq (05) dernières années

- au moins deux formations similaires.....30 points ;
- une formation similaire.....10 points.

N.B : Justifier chaque formation réalisée par une copie de la première et dernière page et un Procès-verbal de réception ou une attestation de bonne fin d'exécution des travaux ; Ou tout autre document portant les signatures et cachets de l'entité bénéficiaire de la formation.

6. Dépôt des dossiers.

Les dossiers de candidature seront remis en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, sous pli fermé scellé et comportant deux enveloppes distinctes à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (porte 162), au Ministère des Postes et Télécommunications, au plus tard le 13/07/2020 à 14 heures 30 minutes, heure locale et devra porter la mention :

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 DU
LANCE EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR LA PRESELECTION DES CABINETS D'ETUDES OU ENTREPRISES EN VUE DE LA REALISATION DE SEMINAIRES DE FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DES MEMBRES INTERVENANT DANS LA CHAINE DU COMITE FSE.

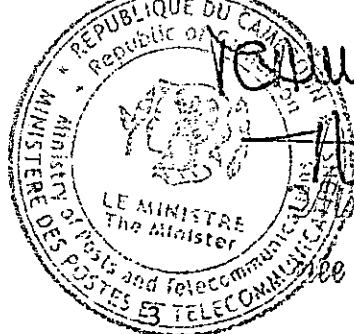
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement » **Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Directeur des Infrastructures et des Réseaux d'Accès aux TIC (DIR), porte 402, Ministère des Postes et Télécommunications, bâtiment annexe. Tél : 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

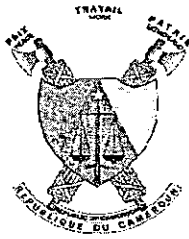
7. Publication des résultats

L'Avis d'Appel d'Offres National Restreint (AONR) fera office de publication des résultats du présent avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt./-

Le Ministre des Postes et Télécommunications



Libom Li Likeng
Mendomo Minette



000000020

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 OF
2...0...AOUT...2020... LAUNCHED IN A PROCEDURE OF URGENCY FOR THE
ESTABLISHMENT OF A SHORT-LIST OF CONSULTING FIRMS OR
COMPANIES IN VIEW OF ORGANISAING TRAINING AND CAPACITY
BUILDING SEMINARS FOR MEMBERS INVOLVED IN THE ESF
MANAGEMENT COMMITTEE CHAIN.

1. Background and justification

By virtue of the Finance Law for the 2020 financial year, the Special Fund for Electronic Security Activities (ESF) was transformed into an Earmarked Account (CAS), and the Minister of Finance appointed his collaborators to accompany the authorising officers of the Earmarked Accounts, including the CAS-ESF, by service note No. 00214/N/MINFI/SG/DGB/DPB/CSI/CEA4 of 2 March 2020.

On 23 March 2020, by service note No. 00001288/MPT/SG/DAG, the Minister of Posts and Telecommunications set up a working group in charge of accompanying MINPOSTEL in the management of the budgets of the 2020 and 2021 Earmarked Accounts (CAS).

It should be noted that "Decree No. 2012/309 of 26 June 2012 setting the terms of management of the ESF budget provides in its articles 15 and 20 that a Committee for the validation of priority projects for research, development, training and studies in the field of cyber security is created, assisted by a Technical Secretariat.

This Committee is responsible, among other things, for:

- monitoring and control of the execution of the services, projects and programmes decided upon;
- issuing an opinion on projects likely to be financed by the Fund as well as on the amount to be allocated to each project;
- examining, for advice, requests submitted by certification authorities, security auditors, security software publishers or security service providers and project promoters.

The Technical Secretariat is the supporting body of the ESF Committee, responsible inter alia for :

- preparing the Board's meetings;
- encouraging those responsible in the sector to identify, design and programme projects with a high impact on the security of networks and information systems".

With the aim of enabling the working group in charge of supporting the management of MINPOSTEL's CASs, to become familiar with the field in which they are called upon to work, and taking into account the rapid developments in the field of ICT in general, and e-security in particular, provision is made in the 2020 budget programme for the training and capacity building of the members involved in the ESF Committee chain, in order to strengthen their general capacities in the field of e-security, which will enable them to better fulfil their missions, which are basically related to the recovery of the Earmarked account revenue.

2. Description of services

The services will focus on the following phases:

First phase: Organisation of a training seminar from 20 to 24 July 2020 in Ebolowa.

Second phase: Organisation of a training seminar for members of the ESF Committee and its Technical Secretariat, from 07 to 11 September 2020, in Yaounde.

3. Participation

Participation to this Call for expression of interest is opened to firms or consulting firms with proven competence in the conduct of training workshops.

4. Application file

The application file of the Call for Expression of Interest shall include the following volumes:

- Volume 1 : Administrative documents;
- Volume 2 : Technical documents.

4.1. Volume 1: Administrative documents (envelop A)

Volume 1 shall include the following administrative documents (originals and their certified true copies of not more than three (03) months and valid for the current financial year):

- a) A cover letter duly signed by the applicant;
- b) A signed certificate of submission from the services of the National Social Security Fund certifying that the tenderer has fulfilled its obligations to the said fund, dated less than three months ago.
- c) a copy of the commercial register, certified by the Registry of the Court of First Instance;
- d) tax clearance certificate (certified copy, by the tax service);
- e) a certificate of non exclusion from public contracts issued by the ARMP;
- f) a certificate of non-bankruptcy (original or copy certified by the Registry of the Court of First Instance.

4.2. Volume 2: Technical file (envelop B)

Envelope B shall contain the following information:

- the presentation of the Firm or Consulting Firm as well as areas of action and intervention;
- the list of trainers with copies of certificates and CVs dated and signed by each expert;
- references of the consulting firm for similar services executed during the past five (05) years (contracts and order letters...);
- Understanding the mandate of the mission (TOR);

5. Evaluation and selection criteria of firms

5.1. Eliminary criteria:

- Incomplete administrative or technical file;
- False declaration, forged document;
- Technical score below 75 points out of 100.

5.2. Selection criteria:

The technical bids shall be presented according to the main criteria below:

a) **Technical, material and logistical resources for the work20 points ;**

- ✓ Logistical and material resources05 points
- ✓ Technical resources.....05 points
- ✓ Computer and office material05 points
- ✓ Rear or video projector05 points

b) **Experience of the key trainer50 points ;**

Function	Qualifications	Rating
Mission Head	Telecommunications or IT Engineer with an educational level (GCE A/L + 5), with at least 10 years of professional experience. Must have conducted at least two (02) training seminars, workshops in the field of electronic security.	20 points

Trainer No.1	A Telecommunications Engineer, (GCE A/L+5), with at least five (05) years of experience, with proven experience in electronic communications. Must have conducted at least two (02) training seminars, workshops in the field of electronic security.	10 points
Trainer No.2	One IT engineer (GCE A/L+5) certified in auditing or information systems security (CISA and/or CISM preferably) with at least five (05) years of experience in information systems security. Must have conducted at least two (02) training seminars, workshops in the field of electronic security.	10 points
Trainer No.3	One expert in planning (GCE A/L + 4), with at least three (03) years of experience. Must have conducted at least two (02) training seminars, workshops in the field of electronic security.	10 points
TOTAL		50

c) References of the candidate.....30 points.

The references of the consulting firm or the institute in the field of training during the last five (05) years

- at least two similar trainings.....30 points ;
- one similar training.....10 points.

N.B : Justify each training course carried out with a copy of the first and last page and an Acceptance Report or a certificate of successful completion of the work; Or any other document bearing the signatures and stamps of the entity receiving the training.

6. Submission of files

Application files shall be submitted in five (05) copies including one (01) original and four (04) copies labelled as such, which shall be submitted in a sealed envelop containing two separate envelops to the Department of General Affairs, (room 162), at the Ministry of Posts and Telecommunications, not later than 1.1 SEPT 2020 at 2:30 pm, local time and shall carry the following label:

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
 No...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 OF
 LAUNCHED IN A PROCEDURE OF URGENCY FOR THE ESTABLISHMENT OF A
 SHORT-LIST OF CONSULTING FIRMS OR COMPANIES IN VIEW OF
 ORGANISAING TRAINING AND CAPACITY BUILDING SEMINARS FOR
 MEMBERS INVOLVED IN THE ESF MANAGEMENT COMMITTEE CHAIN.
 "To be opened only during the bid-opening session"

7. Additional information

The additional information can be obtained during opening hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Director of Information and Communication Technologies Access Networks and Infrastructures (DIR), Room 402, Ministry of Posts and Telecommunications, Ancillary Building. Tel.: 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

8. Publication of results

The Restricted National Invitation to Tender shall be published as the result of this Call for Expression of Interest./-



The Minister of Posts and Telecommunications

